

Papier de position sur la politique climatique et environnementale

Le changement climatique est un défi majeur de notre siècle. En Suisse et dans le monde, nous pouvons déjà en ressentir les effets. Les Jeunes Libéraux-Radicaux reconnaissent que le réchauffement a une origine principalement anthropique et est une réalité scientifique. Nous sommes conscients que la hausse des températures impactera directement notre environnement, dans nos vallées et nos zones alpines, et qu'il nous faut agir.

C'est pourquoi, nous soutenons les engagements que la Suisse a pris en signant l'accord de Paris, à savoir une réduction de 50% des émissions d'ici 2030 par rapport à 1990. Nous rejetons toutefois toute solution « miracle » idéologique car une surréglementation étatique ne constitue en aucun cas l'approche adéquate pour un problème complexe et global. Le chemin vers une société durable est une responsabilité commune qui doit engager tous les acteurs de la société. L'Etat doit remplir un rôle incitatif pour que la transparence des coûts et le principe de pollueur-payeur soient respectés. La collaboration avec les partenaires internationaux doit être une priorité afin que les mesures soient les plus efficaces possible. Le système doit prendre part dans la promotion d'une transition écologique à long terme et durable. Cette transition doit ainsi être une opportunité et non une contrainte pour l'économie suisse.

Emissions de CO₂

La gestion des émissions de gaz à effet de serre doit se faire à travers des mécanismes de marché. Les Jeunes Libéraux-Radicaux exigent l'intégration au marché d'échange de quotas d'émissions de CO₂ de l'Union européenne sur la base de l'accord de Paris. Ce système devrait être étendu progressivement à tous les secteurs de l'économie. Dans les secteurs concernés, émissions de CO₂ ne doivent être possible qu'en possession d'un droit d'émission. L'échange de droits d'émission doit remplacer le système actuel de prélèvements et d'interdictions. Toutefois, l'imposition d'une taxe à l'importation doit être examinée afin d'éviter le contournement des mesures de réduction du CO₂.

Efficacité des contrôles

Nous demandons la mise en place d'un mécanisme de contrôle efficace pour surveiller les échanges de droits et les compensations afin d'éviter l'exportation des émissions et le double comptage. Les quotas nationaux seraient alors superflus et donc à supprimer.

Innovation et investissement

Le progrès technologique est la base de la transition écologique. Les Jeunes Libéraux-Radicaux souhaitent que la Suisse se positionne comme pôle d'excellence dans les domaines de la recherche et le développement dans la technologie à faible émissions de CO₂. Nous demandons que le budget alloué aux universités et aux écoles polytechniques soit maintenu pour que ces centres restent leaders dans le développement des technologies de pointe. Le partenariat avec les entreprises privées doit être encouragé en facilitant les démarches administratives et en incitant fiscalement les entreprises à investir dans la Recherche et le Développement. En outre, il est prévu de renforcer le développement des start-ups innovantes par des conditions-cadres attrayantes et des mesures de simplification dans la création d'entreprises. Nous considérons par ailleurs que la coopération internationale est indispensable dans les projets d'innovation, et souhaitons voir renforcé le développement des relations avec nos partenaires internationaux, en particulier sur les questions de développement technologique. Les Jeunes Libéraux-Radicaux exigent en outre que l'aide au développement soit ciblée et

favorise le financement de projets concrets de réduction de CO₂ et d'amélioration de la gestion des ressources dans les régions concernées.

Investissement

Les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sont pris en compte de plus en plus souvent par les banques dans leurs processus de sélection et d'évaluation des investissements. La place financière suisse doit se convertir en un pôle important de la finance durable en promouvant des investissements « verts », comme les *green bonds* (obligations vertes). Les green bonds sont des titres obligataires, émis par une entreprise, une collectivité publique ou une organisation internationale qui permettent de financer des projets liés à la protection de l'environnement et à la lutte contre le réchauffement climatique. Ainsi, il est important de renforcer la certification *ex ante* et le reporting extra-financier *ex post* des émissions d'obligations vertes afin d'attirer des émetteurs et des investisseurs éco-responsables sur notre territoire. Cette mesure permettrait de booster ce type d'investissement dans notre pays et de générer des flux financiers supplémentaires pour l'économie.

Bâtiments

Le secteur du bâtiment représente près d'un tiers (27%) de la consommation d'énergie en Suisse. La rénovation du parc immobilier est essentielle pour limiter les émissions de CO₂. Les Jeunes Libéraux-Radicaux demandent que celle-ci soit encouragée par des déductions d'impôt ou des subventions en prenant en compte dans un cas comme dans l'autre les effets d'aubaine ainsi que le transfert de fonds publics vers des propriétaires privés, plutôt que par le système de subventionnement généralisé actuel. Celles-ci doivent se concentrer sur le remplacement des systèmes de chauffage à forte émission de CO₂ par des installations plus efficaces (pompes à chaleur), l'amélioration de l'isolation et la réduction de la consommation énergétique. Nous exigeons qu'une évaluation stricte du programme « bâtiments » de la Confédération soit effectuée une fois arrivé à son terme afin d'éviter au maximum ces effets d'aubaine.

Nous exigeons en outre que le renouvellement du parc immobilier suisse prenne en compte les spécificités territoriales et soient piloté par les cantons, et non pas imposé uniformément par la Confédération.

Transport

Pour parvenir à une réduction significative de ces émissions sans imposer de restrictions majeures à la mobilité individuelle, une utilisation plus efficace des ressources ainsi qu'une « vérité » et transparence des coûts sont essentiels. Les Jeunes Libéraux-Radicaux exigent que des conditions-cadres pour encourager les entreprises favorisant une mobilité innovante soient développées, comme le « car sharing », ainsi que dans le développement de technologies peu voire non polluante. Nous demandons l'application du principe de tarification de la mobilité (« mobility pricing ») dans le transport routier et ferroviaire pour que les déplacements se fassent de manière plus efficace et écologique. Cela doit aller de pair avec une flexibilisation des horaires de travail et l'encouragement au télétravail. Les entreprises doivent être incitées à le faire. Nous demandons par ailleurs que la taxe sur les huiles minérales soit remplacé par le principe du « mobility pricing ».

Taxe aérienne

Une taxe nationale sur les billets d'avion n'a pas d'utilité en dehors de son aspect symbolique : elle est facilement contournable. Une taxation de ce type doit se faire au niveau international ou au moins européen. Les Jeunes Libéraux-Radicaux sont favorables à l'intégration de la

Suisse dans tout système international de régulation des émissions du trafic aérien, et voit de bon œil la participation au système international de réduction d'émissions CORSIA.

Nous demandons plutôt que la Suisse impulse au niveau international dans le cadre de la Convention Chicago de revenir sur le principe de non taxation du kérosène. Cela permettrait d'intégrer le véritable coût du kérosène pour la collectivité.

Agriculture

L'agriculture représente 13% des émissions en Suisse. Le système actuel de surprotection du secteur empêche l'agriculture suisse de se développer de manière efficace, innovante et durable et favorise la surexploitation des sols. Nous exigeons la suppression des droits de douane. Nous demandons également que les aides directes soient conditionnées à une application stricte des normes environnementales ainsi que du droit de l'environnement.

Nous exigeons que l'argent alloué au secteur agricole soit consacré au développement de techniques dites « agro clean tech » ou alternative (ex : BioChar) dans une optique d'efficacité et de durabilité. Dans un souci d'amélioration des résultats agricoles, les JLRS demandent que le moratoire sur les OGM soit levé et s'opposent à toute interdiction arbitraire des pesticides. Dans le cadre d'une uniformisation des taux de TVA, les pesticides devraient être taxés selon le taux standard. Nous exigeons enfin que les fonds fédéraux ne financent plus la publicité pour la consommation de viande et de lait.

Electricité et production d'énergie

La production d'énergie et d'électricité est un aspect fondamental dans notre société et nous nous devons de favoriser les technologies à faible émission de CO₂. Les JLRS sont favorables à la libéralisation du marché de l'énergie. Nous exigeons fondamentalement la levée de toute interdiction technologique car l'innovation et le progrès seuls permettent de développer des techniques pour minimiser les émissions de CO₂. Nous exigeons en particulier la fin de l'interdiction de construire des centrales nucléaires. L'énergie nucléaire est une énergie stable qui ne produit presque pas d'émission de gaz à effets de serre. Nous refusons en revanche logiquement la construction de nouvelles centrales à gaz ou à charbon.

Nos 10 exigences

- Intégration au marché de quotas d'émissions de l'UE et mise en place de mesures de contrôle efficace.
- Encourager l'investissement et l'innovation dans les nouvelles technologies par des incitations fiscales et le renforcement de nos centres de recherches.
- Cibler l'aide au développement sur des projets concrets et durables.
- Renforcer la certification et le reporting des *green bonds* afin d'attirer des investisseurs éco-responsables.
- Inciter fiscalement la rénovation du parc immobilier et évaluer strictement le programme « bâtiment »
- Développer le principe du « mobility pricing » et encourager le télé-travail.
- Intégration au système de réduction d'émission aérienne CORSIA.
- Abolition des droits de douane pour l'agriculture et conditionnement des aides directes au respect des normes environnementales.
- Levée de l'interdiction des OGM et pas d'interdiction des pesticides
- Levée de l'interdiction du nucléaire et de toute interdiction technologique.